

DÉCRYPTAGE

Aides publiques aux entreprises :
omerta et mensonges d'Etat

MENSUEL

Unité !

N°6

DEC.
2025

LA GUERRE SOCIALE

Luttes,
mobilisations et
grèves en France

BUDGET 2026

Organisons la
riposte de la classe
ouvrière !

L'EUROPE EN GRÈVE

Belgique, Bulgarie,
Italie, Grèce,
France



AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES : OMERTA ET MENSONGES D'ETAT

La décennie politique qui s'est écoulée aura bien été celle du pillage éhonté et à grande échelle des caisses publiques par le patronat, avec la complicité active de l'Etat profond.

Depuis quelques mois, le mur du silence se fissure. Le débat monte autour des aides publiques aux entreprises, de leurs efficacités, et du grevage des finances de l'Etat - dans un contexte de coupes dans les dépenses sociales et d'attaques démagogiques à tout va contre les chômeurs, les pauvres, les allocataires du RSA.

La réalité des aides publiques et la preuve de la collusion patronale-gouvernementale

Des enquêtes, notamment de Médiapart et de l'Humanité ont permis de cerner un peu plus l'ampleur du dégât, à savoir qu'un tiers du budget de l'Etat part chaque année dans les poches des actionnaires et des grandes fortunes du pays.

Bien entendu, à l'omerta et l'opacité (d'Etat!) sur le scandale que représente cet assistanat indécent, massif, discrétionnaire et au service

exclusif des grands groupes et de leurs actionnaires et propriétaires, s'ajoute la complicité active des journalistes de préfecture qui ont agité, agitent, et agiteront le spectre du "complotisme" tant la petite caste au pouvoir s'est habituée à un train de vie hors sol et insupportable pour des millions et des millions de Français écrasés par la précarité, le chômage, les bas salaires, la dégradation de la protection sociale et des services publics.

Car, oui, l'oligarchie et ses relais médiatiques ne veulent pas lâcher la poule aux œufs d'or. Dans le même temps, ils veulent imposer budget austéritaire sur budget austéritaire sous prétexte de "dérapage des comptes publics", « dérapage » dont ils sont seuls responsables et bénéficiaires exclusifs.

Quelques milliers d'ultrariches siphonnent les comptes de l'Etat

Deux journalistes du Nouvel Observateur, dans un livre intitulé "le Grand détournement", ont récemment enfoncé le clou et chiffrent à 270 milliards par an le montant des aides aux entreprises : « C'est l'histoire d'un hold-up. Sans arme ni violence, mais orchestré avec l'aval des gouvernements successifs depuis trois décennies. »

Dans cet ouvrage, les auteurs ont cherché à recenser les trois formes d'aides que sont les exonérations de cotisations, les subventions directes et les niches fiscales. Selon leurs recherches, les aides aux entreprises ont explosé depuis 2001. Alors qu'elles représentaient déjà 30 milliards par an dans les années 1990, elles ont atteint de nouveaux records à chaque nouveau gouvernement. Elles représentent désormais 270 milliards par an.

En clair : les travailleurs, qui subissent déjà l'exploitation capitaliste et le vol du fruit de leur travail, sont contraints de compenser les effets de la crise d'un système capitaliste à bout de souffle, par la ponction contrainte et opaques des caisses publiques par l'Etat et les gouvernements au profit des actionnaires et des patrons.

Ajoutons qu'il s'agit aussi, au travers des budgets austéritaires ET militaristes, de faire payer au Peuple la facture du réarmement massif et colossal engagé par l'Etat français, au bénéfice, là encore exclusif, du patronat de l'armement et du complexe militaro-industriel.

Soulignons enfin ce chiffre effarant relevé par les journalistes du Nouvel Observateur : les cotisations patronales représentaient autrefois 45 % du salaire brut d'un salarié payé au SMIC, aujourd'hui cette part est tombée à 6,9 %. Une illustration éclatante de la lutte des classes en France.

Mensonges d'Etat

Nié par la presse patronale, le scandale des aides publics explique en partie le "dérapage des comptes publics", ce qui n'empêche pas les ultra-libéraux d'utiliser cet argument pour justifier les coupes dans les dépenses publics.

Une lettre confidentielle révélée cet automne a démontré que Bruno Le Maire avait averti Emmanuel Macron de l'insincérité du budget 2024, avec 40 milliards d'euros de déficit supplémentaire. L'ancien ministre de l'Économie affirme par ailleurs avoir alerté à plusieurs reprises l'Élysée sur le dérapage des comptes publics en 2023 et 2024.

Bien entendu, personne ne peut croire Bruno Le Maire quand ce dernier affirme qu'il n'arrive toujours pas à expliquer la soit disant énorme erreur d'estimation de Bercy dans le calcul des recettes : 20 milliards de différences.

Oui, ces mensonges, car il s'agit bien de mensonges organisées au plus haut niveau de l'Etat, ont porté atteinte à la sincérité des budgets présentés et, il faut le dire, aux élections législatives anticipées de 2024.

Tout est lié, la politique pro-patronale (qui justifie tous les excès) a explosé tous les compteurs jusqu'au dérapage budgétaire "de trop" : le pillage prolongé et avide des comptes publics doit être caché et compensé par une austérité XXL : en clair, les travailleurs et les travailleuses doivent

payer pour garantir les profits d'une poignée de parasites.

Pour rappel, en 2023, le solde budgétaire de l'Etat s'établissait à -173,0 milliards d'euros tandis qu'en 2024, il s'élevait à -155,9€ milliards d'euros. Sous Emmanuel Macron, la dette de la France culminait à la fin du premier trimestre de 2025 à 3.345,4 milliards d'euros, soit 113,9% du PIB.



Reprendre le contrôle de nos vies

La politique pro-patronale a des effets très concrets sur nos vies quotidiennes et les capacités des uns et des autres à vivre une vie digne, sans précarité ni peur du lendemain. Le budget 2025 représente, comme celui des années précédentes, des "cures" violentes austéritaires.

A l'exploitation "ordinaire" capitaliste s'ajoute donc non seulement la ponction illégitime et non consentie des ultrariches et des patrons dans "le pot commun" mais aussi tout un appareil sécuritaire et répressif (police, justice, médias mais aussi

CAF, France Travail...) chargé de faire respecter l'ordre social et la dégradation brutale de nos conditions de vies.

Il nous faut donc reprendre la main sur nos propres vies et sur la société toute entière. Et cela passe par renverser l'ordre social et politique, déséquilibré et injuste. Il faut donc imposer la justice sociale et fiscale maximale, et la démocratie totale.

Nous pouvons et nous devons mener de front deux luttes liées entre elles : imposer l'augmentation des salaires (+ 300 euros pour tous et toutes), le retour à l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles) et l'interdiction de tous les licenciements. Et, dans le même temps, convaincre partout que c'est par l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme que nous parviendrons à imposer une société de justice sociale intégrale, dirigée par les créateurs des richesses, les travailleurs et les travailleuses eux-mêmes.



BUDGET 2026, AUSTERITE ET ECONOMIE DE GUERRE, ORGANISONS LA RIPOSTE OUVRIÈRE !

Paris, Lyon, Marseille, Saint-Etienne, Reims, Douai, Montpellier, Commentry, Montpellier, Nantes, Rouen.. quelques images de cette journée de mobilisation contre le budget 2026 et son programme de régression sociale, d'austérité et d'économie de guerre.

A noter que cette journée était également la date du procès en appel de Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'UD CGT du Nord face à l'Etat qui l'accuse "d'apologie du terrorisme" pour avoir affirmé la solidarité de la CGT avec Gaza et le peuple de Palestine.

A cette occasion, de nombreuses délégations, d'Unions départementales CGT (Loiret, Val-de-Marne, Tarn-et-Garonne par exemple), d'Unions locales CGT (Miramas, Martigues...) et de fédérations CGT (Industries chimiques, Santé, Commerce et Services...) ont fait le déplacement pour soutenir notre camarade. Pierpaolo Leonardi, membre de la direction du Bureau Europe de la Fédération Syndicale Mondiale a également pris la parole au cours du rassemblement.

Si la mobilisation à l'échelle nationale a l'avantage de permettre, par endroits, de renforcer les luttes locales, il convient de tirer les leçons face aux difficultés d'engager un mouvement massif contre le budget 2026, deux mois à peine après la dernière journée de grève nationale interpro.

Car cette journée est bien le résultat de deux mois de délégation de pouvoir aux "professionnels de la politique", de séparation artificielle de la "politique" et du "syndical". Comment organiser une mobilisation dans ces conditions et ce cadre, volontairement organisées par en haut, à une mobilisation de masse

et à un taux de grévistes en capacité de bloquer l'économie ?

Nous sommes deux mois à peine après le 2 octobre, dernière date de journée de grève nationale interpro ; une date déjà significativement éloignée de l'élan initial des 10 et 18 septembre noir, deux journées massives de grèves et de manifestations initiées par des appels syndicaux et citoyens à #ToutBloquer.

Cette journée est donc bien le résultat de l'institutionnalisation et du respect des agendas parlementaires et patronaux. Rompre avec la stratégie du "syndicalisme rassemblé" va de pair avec la remise au centre des débats de la grève comme moyen, outil et arme fondamentale des travailleurs.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Par conséquent nous devons veiller nous-mêmes sur nos propres intérêts. Un de ces intérêts est de ne pas accepter la dictature patronale et gouvernementale qui se matérialise, dans le moment présent, par un budget austéritaire violent et brutal et la poursuite du pillage des comptes publics par le patronat, l'Etat et le gouvernement.

La conclusion, inévitable, est que les travailleurs et les travailleuses, avec leurs syndicats CGT, doivent décider, agir en dehors et déborder des cadres institutionnels, se méfier et se défaire des agents et agendas de l'Etat, des institutions, notamment parlementaires, gouvernementales, patronales.

PRENONS NOS DESTINS EN MAIN !

LA GUERRE SOCIALE EN FRANCE



La répression ne nous fera pas taire

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a été mise en examen le 2 décembre pour « injures publiques » après avoir comparé les grands patrons menaçant de délocaliser leurs entreprises à des « rats qui quittent le navire ».

Ne nous y trompons pas : derrière cette attaque se cache l'amplification de l'offensive générale contre l'ensemble des organisations CGT et militants et militantes CGT. En effet, depuis 2023, les licenciements, poursuites devant les tribunaux ou convocations au commissariat ou à la gendarmerie se multiplient.

La situation actuelle est l'illustration de la lutte des classes en cours et de la faiblesse de réaction de la Confédération CGT face à la répression, inédite depuis plusieurs années.

Nous pourrions citer les 1000 syndicalistes CGT dans le secteur de l'énergie attaqués, ou les exemples du secrétaire général de l'UD CGT 59 ou d'un membre du secrétariat fédéral de la FNIC CGT réprimés par le patronat et l'Etat pour leur solidarité avec la Palestine. Ou encore la tentative d'assassinat d'un syndicaliste CGT commandité par la cheffe d'un site de l'entreprise Apnyl, à Izernore dans l'Ain.



Marche aux flambeaux CGT à Paris !

Une marche aux flambeaux a été organisée par la fédération CGT Commerce et services le 3 décembre. Un millier de salariés ont manifesté à l'appel de la CGT dans les quartiers « chics » de la capitale pour faire entendre leurs revendications.



Arcelor Mittal en grève et manifestations

Les salariés du groupe ArcelorMittal ont manifesté le jeudi 27 novembre 2025 devant pour manifester devant l'Assemblée nationale et exiger la nationalisation du groupe et la sauvegarde des emplois. Un mouvement de grève a également paralysé plusieurs sites du groupe le 1^{er} décembre.



Manifestation et mobilisation à Erasteel Commentry

Près de 2 000 personnes ont manifesté vendredi 14 novembre à Commentry, dans l'Allier, contre le licenciement de 190 travailleurs à l'usine Erasteel qui appartenait au géant mondial minier et industriel Eramet (dont l'Etat détient plus d'un quart du capital) avant d'être vendue en 2023 au fond d'investissement Syntagma Capital.



Les Privés d'emplois et Précaires en action avec la CGT

« Contre les attaques du gouvernement, pour la défense de nos droits, et pour notre dignité, mobilisons-nous partout en France la semaine du 1 au 6 décembre ! » : à l'appel de la CGT des Travailleurs Privés d'Emplois et précaires, la mobilisation est impulsée pour exiger « l'indemnisation à 100 %, la réouverture des accueils physiques, la fin de la stigmatisation, la revalorisation des salaires et prestations, la taxation des profits et des investissements dans les services publics. ».

L'EUROPE EN GRÈVE CONTRE L'AUSTÉRITÉ, CONTRE LA GUERRE ET LE GÉNOCIDE

En Europe, les derniers mois de l'année 2025 ont été marqués par la résurgence de puissants mouvements sociaux, notamment en France, Belgique, Bulgarie, Italie, Grèce. Plus encore, ces mobilisations se sont ancrées, par la grève, dans les lieux de travail avec, à chaque fois, des syndicalistes de classe à la bataille pour amplifier encore l'organisation des colères.

En Italie, de très puissantes manifestations, et des journées de grève générale à répétition, en solidarité avec Gaza et le peuple de Palestine et contre le génocide et la marche à la guerre, ont rythmée l'automne 2025. Plus d'un million et demi d'Italiens ont ainsi manifesté, et fait grève, dans le public comme dans le privé, et en particulier dans les industries de la logistique (ports, aéroports, plateformes et hubs, notamment les 22 septembre, 3 octobre, 28 et 29 novembre).

Ce mouvement, qui s'est cristallisé à partir des grèves des dockers italiens contre les livraisons d'armes en direction d'Israël et au moment de l'arraisonnement terroriste et illégal de la flottille pour Gaza, s'amplifie depuis des mois et ne tombe pas du ciel. C'est bien le syndicalisme de classe en action, manifesté ici par l'Union Syndicale de Base (USB), puissant syndicat affilié à la Fédération Syndicale Mondiale, qui (débarrassée de l'institutionnalisme et du sionisme) constitue la principale cheville ouvrière (et radicale) en Italie de la lutte contre le génocide.

En Belgique, les travailleurs et les travailleuses, avec les syndicats, affrontent résolument la mise en place de réformes austéritaires brutales du gouvernement.

Des puissantes vagues sociales et syndicales déferlent ainsi en Belgique ces dernières années.

Depuis plus d'un an, les syndicats impulsent un mouvement massif d'opposition sociale. Cette mobilisation avait déjà provoqué une première révision du plan d'économies du gouvernement qui réclame désormais, depuis fin octobre 2025, 10 milliards de coupes dans les dépenses sociales au lieu des 20 milliards initialement présentées en décembre 2024.

En réponse, fin novembre 2025, le pays a été paralysé fin novembre par trois journées consécutives de grève générale, un mois jour pour jour après une manifestation massive qui a réuni plus de 100 000 personnes à Bruxelles le 24 octobre.

En Bulgarie, l'annonce du projet de budget 2026, austéritaire et pro-guerre comme ailleurs, a suscité, dans une réaction puissante et immédiate, une mobilisation massive et inédite depuis plusieurs décennies. Des défilés dans tout le pays et une manifestation monstre et offensive à Belgrade avec plus de 100 000 manifestants, une solidarité offensive face aux forces sécuritaires.

Initiée le 26 novembre et infusée par une colère permanente contre la corruption dans le pays le plus pauvre d'Europe, le mouvement social a déjà fait reculer le gouvernement (en cohabitation politique avec le président bulgare) qui a annoncé plusieurs amendements dans le projet de texte, notamment le retrait du projet d'augmentation des cotisations sociales.

Avec l'entrée de la Bulgarie dans la zone euro, le 1er janvier 2026, de nombreux Bulgares craignent notamment une perte immense de pouvoir d'achat et un exode supplémentaire des Bulgares vers l'étranger. La Bulgarie est en effet le pays du monde qui a subi l'émigration la plus massive à la suite de la contre-révolution dans les anciens pays socialistes, perdant 22 % de sa population entre 1990 et 2020.



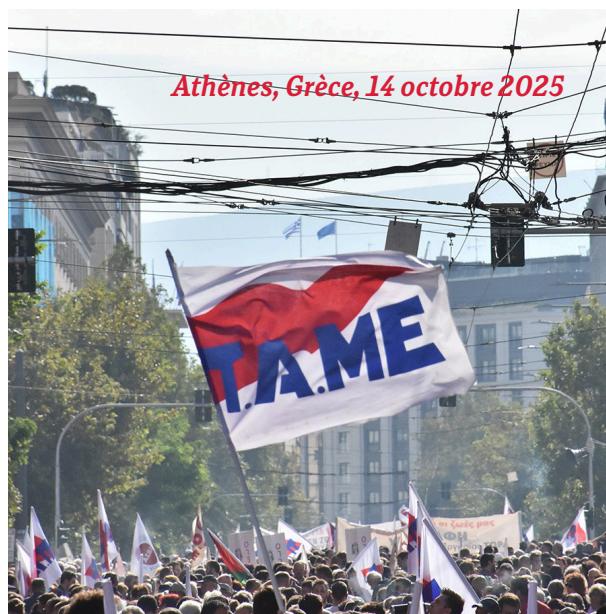
En Grèce, une nouvelle grève générale à l'appel du PAME a eu lieu le 14 octobre 2025 et a paralysé une grande partie du pays, avec des perturbations majeures dans les transports (ferries, trains, taxis, vols aériens), les services publics, les écoles et les hôpitaux. Cette grève générale s'inscrit dans la mobilisation contre un projet de loi gouvernemental (sous le ministre du Travail Niki Kerameus) autorisant des journées de travail pouvant aller jusqu'à 13 heures pour un même employeur.

La mobilisation prolonge également l'opposition générale au gouvernement grec, notamment vis-à-vis du « crime de Tempe », un récent accident ferroviaire majeur qui a causé la mort de dizaines de personnes et choqué la population. De très massives manifestations ont ainsi eu lieu depuis l'accident, notamment cette année.

En France, la "rentrée sociale" a également été marquée, durant le mois de septembre et jusqu'à début octobre, par une forte conflictualité et combativité du monde du travail. Popularisée et amplifiée par la diffusion du mot d'ordre viral #OnBloqueTout, la lutte contre le budget 2026, présenté le 15 juillet par le précédent Premier ministre, François Bayrou.

Si la mobilisation, importante et se manifestant par plus de 2000 appels CGT à la grève, a été, de fait, sabordée par les directions syndicales confédérales, le mouvement a néanmoins permis de faire non seulement reculer le gouvernement sur certaines des mesures qu'il préconisait, comme la suppression de deux jours fériés, mais a aussi fait tomber François Bayrou.

Néanmoins, et comme en Belgique, les "reculs" des gouvernements sont des leurre pour gagner du temps et imposer, malgré tout, des coupes massives dans les dépenses publics, la sanctification des biens et avoirs des ultrariches et des capitalistes, le maintien, quoi qu'il en coute, des aides publiques aux entreprises, et le financement du réarmement par la baisse des prestations sociales et une dégradation brutale de nos conditions de vie et de travail.



Athènes, Grèce, 14 octobre 2025

Dans ces combats, les travailleurs, les travailleuses et leurs organisations syndicales ne peuvent compter sur un appui logistique, ni même moral, des « institutions » du syndicalisme européen et international, à savoir en particulier de la Confédération Syndicale Internationale et de la Confédération Européenne des Syndicats, bras armé du lobbying de l'Union européenne.

On peine ainsi à comprendre l'intérêt de ces structures, gavées d'argent public et financés par de juteux accords avec le patronat et l'Etat, et incapables – car hors sol et déconnectées – de contribuer au renforcement des luttes nationales à l'échelle européenne et d'impulser une bataille commune. Spécialistes du dialogue social, ces structures sont en réalité contre-productives car elles instillent le fatalisme dans le cœur des travailleurs et des travailleuses.

A contrario, la présence de plus en plus forte de la Fédération Syndicale Mondiale en Europe semble donner une impulsion générale, ou du moins une confiance plus affirmée, comme c'est le cas notamment en Grèce et en Italie, mais aussi en Turquie et à Chypre...

Présente en Europe au travers des syndicats qui lui sont affiliés, la FSM contribue ainsi à l'élévation du rapport de force et à la coordination des différentes luttes avec son Bureau Europe et ses unions syndicales professionnelles internationales.

Une illustration éclairante : l'organisation en septembre d'une rencontre de haut niveau à Gênes impulsée par l'UIS Transport de la FSM pour réfléchir et organiser le prolongement des luttes et grèves héroïques organisées par les dockers (pour la plupart syndiqués dans des organisations affiliées à la FSM) de différents pays méditerranéens cet été contre le génocide en Palestine et les livraisons/transferts d'armes à destination d'Israël.



Sofia, Bulgarie, 1^{er} décembre 2025



Austérité, économie de guerre, assistanat des entreprises par les aides publiques : il faut démanteler ce système de prédition.

En Italie et en Belgique, les mouvements sociaux, et notamment avec la grève comme arme de lutte, portent clairement le refus de la guerre, et de l'économie de guerre. Les coupes dans les dépenses sociales, couplées à un effort de réarmement, doivent être publiquement décriées pour ce qu'elles sont : une nouvelle attaque contre la classe ouvrière, en écho avec la poursuite de la "rigueur" budgétaire (pour garantir l'assistanat du patronat par les aides publiques) partout en Europe.

Décidée avec l'OTAN et l'UE, l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires, pays par pays, se fait donc en Belgique comme en France ou en Italie ou ailleurs – c'est le propre de l'économie de guerre – au détriment des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Et au détriment – toujours – des

droits collectifs et libertés individuelles.

Comme nous l'avons écrit dans un article qui dénonce le rétablissement d'une forme de service national militaire, « le bourrage de crâne, assortie de dépenses faramineuses en armes, équipements et infrastructures militaires, s'accompagne donc d'une volonté de mise au pas du pays, et notamment de sa jeunesse. Comment pourrait-il en être autrement ?

La réalité c'est aussi que le Pouvoir [dans chaque pays d'Europe et du monde] craint une mobilisation massive contre la guerre et l'austérité. Car ces choix politiques sont liés : pour pouvoir garantir les profits des capitalistes au travers des aides publiques aux entreprises (le tiers du budget de l'Etat est capté/pillé chaque années par les grands groupes et leurs actionnaires), et mener la guerre, d'abord commerciale puis militaire, l'Etat capitaliste a besoin de ronger les dépenses sociales jusqu'à la moelle.

Tout est donc lié : l'intérêt des de la classe ouvrière et du monde du travail dans son ensemble est de bloquer les budgets austéritaires et l'économie de guerre et ce faisant, enrayer la marche à la guerre.

A ce titre, les grèves générales à répétition en Belgique et en Italie, montrent la voie à suivre, celle d'une lutte résolue et d'un combat global qui ne sépare pas artificiellement les différents aspects des causes et conséquences du système capitaliste, régime barbare d'exploitation, de crises et de guerres permanentes. »